

Le gouvernement se moque des personnels de santé et d'action sociale

Dans une période de fortes mobilisations qui vont encore s'amplifier dans les prochaines semaines, Marisol Touraine a convié le 5 décembre dernier les organisations représentatives des personnels pour présenter son plan stratégique concernant « l'amélioration de la Qualité de Vie au Travail » (QVT).

La CGT n'a pas participé à ce rendez-vous annoncé depuis des semaines.

Lors de la mobilisation importante du 8 novembre dernier, les salarié-e-s ont réaffirmé leurs revendications en matière d'améliorations de conditions de travail passant par l'arrêt des restructurations, la résorption des emplois précaires, la création d'effectifs supplémentaires, la prévention, la reconnaissance de la pénibilité de nos métiers, le respect de la réglementation du temps de travail et de la conciliation vie au travail, vie sociale, et familiale... (repos, congés, etc...).

Ce plan présenté par la ministre, sans concertation préalable avec les organisations représentatives des personnels, est une nouvelle démonstration du manque de considération des acteurs de terrain que sont les professionnels toutes catégories confondues que nous représentons.

La non prise en compte de la situation d'urgence que décrivent et traversent les personnels aujourd'hui dans l'exercice de leurs missions va encore renforcer le découragement et l'épuisement dont ils font déjà l'objet.

Ce n'est pas par l'annonce d'un guide sur les Risques Psycho-Sociaux (RPS) ni la création de l'Observatoire National de la Qualité de Vie au Travail et des RPS que la situation va s'améliorer. Cette instance supplémentaire (qui n'aura aucun pouvoir décisionnaire) ne sera qu'une chambre d'enregistrement supplémentaire de décisions unilatérales.

Parler de qualité de vie au travail sans y mettre les moyens tant humain que financier restera un vœu incantatoire.

Parler de qualité de vie au travail, quand les conditions d'organisation de ce dernier poussent certains personnels au suicide, est une vraie provocation.



L'idée même de chercher la solution dans des outils et nouvelles mesures statistiques ou d'observation est un déni complet de la gravité de la situation.

Nous ne sommes plus à l'heure du constat, c'est le moment d'agir concrètement par des signes forts et réels pour les personnels.

La CGT ne peut accepter, cet énième Plan d'un gouvernement à bout de souffle qui essaie de nous faire croire à la résolution du mal être des centaines de milliers de professionnels par la mise en place de comités de dialogue, ou de ligne téléphonique d'écoute pour salarié-e-s en détresse sans donner aucun moyen budgétaires supplémentaires aux établissements.

La CGT exige :

- ☞ Des moyens pour assurer les missions et la prise en charge de qualité des patients et des usagers,
- ☞ Des effectifs en personnel qualifié en adéquation avec la charge de travail,
- ☞ La réelle reconnaissance des qualifications,
- ☞ De réelles augmentations de salaires,
- ☞ Une réelle démocratie sociale dans les entreprises et les établissements,
- ☞ L'égalité femme-homme,
- ☞ La prise en compte réelle de la pénibilité,
- ☞ Une réelle application des 35 heures pour envisager la mise en place des 32 heures,
- ☞ Un véritable financement pérenne de nos établissements et hôpitaux,
- ☞ La titularisation et la pérennisation de tous les emplois précaires.

**LA CGT APPELLE LES PERSONNELS À AMPLIFIER L'ACTION
DANS LES PROCHAINES SEMAINES, POUR QUE
LEURS REVENDICATIONS LÉGITIMES SOIENT SATISFAITES ET
PERMETTRE UNE RÉELLE OFFRE DE SOIN SUR TOUT LE TERRITOIRE.**